

	<u>Connectivité</u> Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 30 000 000 EUR L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans le cadre de ce plan annuel d'action sera complété par d'autres contributions de la part de partenaires de l'Équipe Europe. Elle est conditionnée à la confirmation formelle par chaque partenaire de sa contribution substantielle dès que possible. Dans l'hypothèse où ces IEE et/ou ces contributions ne se concrétisent pas l'action de l'UE pourra continuer hors du cadre des IEE.			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion indirecte avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.1.			

1.2. Résumé de l'action

Depuis les élections de 2018, la République démocratique du Congo (RDC) connaît sa première alternance politique pacifique avec de nouvelles autorités qui se sont engagées à entreprendre les réformes institutionnelles du secteur de la sécurité en vue du rétablissement de l'État de droit et de la stabilité dans le pays. L'augmentation des conflits au cours des deux dernières années, notamment au Nord Kivu et en Ituri avec un nombre de victimes et de personnes déplacées toujours plus important, souligne à quel point ce défi est structurellement difficile à surmonter et a conduit l'État à déclarer l'état de siège dans ces deux provinces au mois de mai 2021. Si elle témoigne d'une détermination des autorités à résoudre le problème, cette décision est aussi inquiétante parce qu'elle est potentiellement facteur d'augmentation des violations des droits de l'Homme commise par les forces de sécurité. Elle pose aussi la question de la stratégie élaborée pour éradiquer définitivement les groupes armés dans le pays. L'insécurité structurelle et multiforme qui caractérise les provinces de l'Est du pays ne peut être résolue que dans le cadre d'une approche globale et inclusive qui intègre tous les acteurs de la sécurité. En matière de sécurité, deux types d'actions doivent être poursuivis parallèlement : i) l'amélioration de la gouvernance du secteur de la sécurité et ii) la mise en œuvre d'actions prioritaires dans les zones les plus difficiles.

La présente action contribue à l'atteinte de l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces). Elle s'inscrit dans le domaine prioritaire I « Gouvernance, paix et sécurité » du PIP pour la RDC, plus spécifiquement dans son objectif spécifique 1 « Un secteur de la sécurité plus inclusif et légitime contribue au renforcement de la cohésion nationale ». Elle contribue directement à atteindre les deux résultats attendus à savoir « La RDC dispose d'une architecture globale et efficiente de sécurité et de justice destinée à assurer la sécurité des personnes et des biens » et « Les liens entre l'Etat et la population sont renforcés par l'accessibilité aux services de justice et de sécurité » (code CAD 150).